



DELEGATION CENTRE EST DU CNRS

**PRESTATIONS DE SERVICES DE RESTAURATION SOCIALE ET
DE PRESTATIONS ANNEXES SUR LE SITE DU RESTAURANT
COSMOS DE LA DELEGATION CENTRE EST DU CNRS**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
CCTP**

Table des matières

1		
ARTICLE 1 :	Objet de l'accord-cadre.....	3
ARTICLE 2 :	Etendue des prestations	3
ARTICLE 3 :	Nature des prestations.....	4
ARTICLE 4 :	Technique de l'élaboration des prestations.....	11
ARTICLE 5 :	Spécifications qualitatives.....	13
ARTICLE 6 :	Effectif du personnel mis en place par le Titulaire	18
ARTICLE 7 :	Installations, équipements et matériels.....	19
ARTICLE 8 :	Répartition des charges de personnels, d'équipements et d'entretien	21

ARTICLE 1 : Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'exécution des prestations de services de restauration sociale et de prestations annexes pour le restaurant Cosmos de la Délégation Centre Est du CNRS.

Les dispositions du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ont pour objet de préciser les spécifications techniques pour l'exécution, de prestations de services de restauration sociale, et de prestations annexes de type réceptions ponctuelles liées à l'activité professionnelle de la Délégation Centre Est, située sur le Site Jean Zay du CNRS.

Les annexes au CCTP sont détaillées ci-dessous :

- Annexe N°I au CCTP - Spécifications générales concernant les denrées
- Annexe N°II au CCTP - Liste des viandes ;
- Annexe N°III au CCTP - Cahier des grammages ;
- Annexe N°IV au CCTP - Prestations annexes
- Annexe N°V au CCTP - Inventaire des matériels ;
- Annexe N°VI au CCTP - Répartition des charges.
- Annexe N°VII au CCTP - Tableau de reprise du personnel
- Annexe N°VIII au CCTP - Plan des locaux
- Annexe N°IX au CCTP - Modèle de demande particulière prestations annexes
- Annexe X au CCTP - Fiche de suivi - Nombre de repas et formules
- Annexe XI au CCTP - Fiche de suivi – Personnels
- Annexe XII au CCTP - Fiche de suivi – Taux de prise « plats principaux »
- Annexe XIII au CCTP - Fiche de suivi – Etat récapitulatif annuel d'exécution du marché
- Annexe XIV au CCTP - Fiche de suivi – Prestations annexes
- Annexe XV au CCTP - Fiche de suivi – Développement durable

ARTICLE 2 : Etendue des prestations

La restauration dans le cadre de cet accord-cadre porte sur :

- La restauration sociale :
 - fourniture, préparation et distribution des repas ;
 - fourniture, préparation et distribution de formules à emporter ;
 - prestations de cafétéria.
- Les prestations de restauration annexe de réception ponctuelle :
 - préparation et service de petits déjeuners, pauses café ;
 - préparation et service de buffets et cocktails ;
 - préparation et service de plateaux-repas ;
 - préparation et service de repas de réception (déjeuners et diners) ;

Les prestations s'exécutent dans les salles situées au restaurant COSMOS uniquement. **Pour les prestations annexes, le titulaire ne bénéficie pas d'exclusivité dès lors qu'elles ne sont pas effectuées dans les locaux (COSMOS) qui lui sont confiés dans le cadre du présent marché.**

Ces prestations sont exclusivement liées à l'activité professionnelle du Restaurant COSMOS du CNRS. Ainsi, tous les partenaires du CNRS qui organisent un événement sur le site de l'Etablissement sont bénéficiaires dudit accord-cadre.

ARTICLE 3 : Nature des prestations

3.1 - Nature de la prestation de restauration sociale

3.1.1 Description des prestations de restauration sociale

3.1.1.1 Exécution dans le cadre d'une exécution « ordinaire »

L'offre alimentaire offerte aux convives du restaurant du site Cosmos pour laquelle le Titulaire s'engage au titre du présent accord-cadre figure dans le cadre de réponse technique.

Les prestations de restauration sociale donnent droit à un subventionnement. Elles sont détaillées à l'article 3.1.4 du présent CCTP.

Les repas sont distribués sur le mode « self » avec libre choix. La présentation des éléments, autres que le plat principal se fait selon deux méthodes de service :

- l'une, en majeure partie, en portion préparée individuelle,
- l'autre en salad'bar.

Des prestations à thèmes (repas d'animation) sont proposées régulièrement, avec en alternance : wok, plancha, crêpes, pizza, cocottes, burgers, etc.

Les repas servis sont préparés dans l'enceinte du restaurant.

A la fin du repas, les convives déposent leur plateau sur le convoyeur prévu à cet effet.

3.1.1.2 Exécution dans le contexte de crise sanitaire

Si en cours d'exécution du présent accord-cadre, une crise sanitaire est déclarée, le Titulaire doit mettre en place les protocoles sanitaires nécessaires à la continuité des prestations.

Les coûts induits par cette mise en place sont répercutés dans les frais de gestion dédiés conformément à l'annexe financière. Ce surcoût inclus notamment le gel hydroalcoolique, les masques de protection, les produits virucides adaptés, le film alimentaire et les consommables jetables.

Les prescriptions du 3.1.1.1. peuvent être adaptées également en fonction du protocole sanitaire et s'approcher au mieux de l'offre d'une exécution « ordinaire ».

3.1.1.3 Nombre estimatif et non contractuel de convives au restaurant administratif

Sont appelés convives les ayants-droit autorisés par l'Etablissement, CNRS et organismes conventionnés.

A titre indicatif, vu les dispositions de l'article 1.4 du CCAP, la moyenne du nombre de repas est établie sur la base du service réalisé en 2024 et qui tient compte d'une fréquentation réduite pendant les congés scolaires, notamment pour les vacances scolaires. Les journées télétravaillées, étaient en moyenne de 2 jours par semaine et par agent en 2024.

Type de prestations de restauration	Nombre moyen année
Repas de midi	68765 repas annuels soit environ 275 repas/jour

Cafés	15141 cafés /thés/choc / an
-------	-----------------------------

Ces volumes sont susceptibles de varier au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

3.1.1.4 Heures et durée du service au restaurant administratif

Les repas sont distribués tous les jours du lundi au vendredi, jours fériés exclus et les jours de fermeture définis par l'Etablissement, pendant les 12 (douze) mois de l'année civile.

Le nombre de jours de fermeture ainsi que les dates sont donnés par l'Etablissement en début de chaque année.

Le restaurant social est ouvert de 11h45 à 14h00.

Le service est assuré de 11h45 à 13h30.

3.1.1.5 Structure du repas au restaurant administratif

La structure du repas type est la suivante : 1 entrée, 1 plat chaud garni, 1 fromage ou laitage, 1 dessert. Elle est conforme à celle définie ci-après et, est construite de telle façon qu'elle garantit aux convives :

- le respect des normes d'hygiène,
- une variété dans le choix,
- un bon équilibre nutritionnel.

➤ **Le choix minimum offert quotidiennement (du lundi au jeudi) aux usagers comprend :**

- 6 hors d'œuvres ou entrées dont :
 - 2 crudités simples ou « cuites » ou légumineuses
 - 1 préparation de crudités composées
 - 2 salade composée
 - 1 hors d'œuvre de nature protéique (œuf, poisson, jambon...)

A minima, 3 de ces hors d'œuvres sont proposés en salad'bar, 3 autres sont dressés en contenant individuel. Les hors d'œuvres proposés en salad'bar doivent tous être différents de ceux proposés en contenant individuel. Ils pourront être considérés comme garniture des plats chauds et assiettes froides.

Le titulaire pourra également proposer en plus des entrées chaudes, type tarte salée, pizzas etc...

Des potages « maison » sont régulièrement proposés, en plus, pendant la saison froide (automne/hiver).

- 3 plats protéiques :
 - 1 plat végétarien de qualité et selon des recettes conformes aux besoins protéiques
 - 1 plat de viande
 - 1 poisson ou produit de la mer

Le Titulaire est tenu de présenter au CNRS un plan pluriannuel de diversification de protéines incluant des alternatives à base de protéines végétales dans les repas qu'ils proposent.

- Une carte permanente comprenant :

- Par semaine :

- 1 pizza ou tarte salée
- Par jour :
 - 1 omelette ou œuf sur le plat à la demande
 - 1 féculent ou légumineuse
 - 1 légume cuit à la vapeur
 - 1 légume cuisiné, qui peut être similaire au légume vapeur
- Des assiettes froides composées (viandes, poissons, végétarien) seront proposées dès le début de la saison estivale.
- Les accompagnements des plats protidiqes

Seront mis à disposition des convives 2 plats de légumes et 1 féculent ou légumineuse.

Dans la mesure du possible, les purées de légumes sont réalisées sur place à base de produits frais.

Le cas échéant, le légume en accompagnement de la viande ou du poisson peut être remplacé par une entrée.

Les accompagnements du plat protidique (salade verte, frites et légumes) sont servis à discrétion.

Les frites fraîches sont servies deux fois par semaine.

- 4 fromages dont 3 AOC/AOP
- 3 yaourts BIO dont un qui doit être au lait de brebis ou au lait végétal.
- 1 corbeille de fruits frais avec au moins 2 fruits de saison (veiller à limiter les fruits exotiques).
- 4 desserts dont :
 - 2 pâtisseries « fait maison »
 - Dessert bar (avec au minimum ces éléments : « fruits frais coupés », compote, fromage blanc, topping)
 - 1 entremet

➤ **15 minutes avant la fin du service, le choix minimum proposé ne doit pas être inférieur à :**

- 2 hors d'œuvres ou entrées
- 1 plat principal plus la carte permanente complète
- 2 légumes en garniture dont 1 légume vert
- 2 fromages
- 2 yaourts ou fromage blanc
- 2 desserts dont 1 pâtisserie et au minimum 2 fruits crus.

➤ **Service réduit du vendredi**

Afin de limiter le gaspillage alimentaire, le titulaire propose un service « réduit » sur le repas du vendredi qui comprend :

- 4 hors d'œuvres ou entrées dont :
 - 2 préparations de crudités composées
 - 1 salade composée

- 1 hors d'œuvre de nature protidique (œuf, poisson, jambon...)

1 de ces hors d'œuvres est proposé en salad'bar, 2 autres sont dressés en contenant individuel. Les hors d'œuvres proposés en salad'bar doivent tous être différents de ceux proposés en contenant individuel. Ils pourront être considérés comme garniture des plats chauds et assiettes froides.

Des potages « maison » sont régulièrement proposés, en plus, pendant la saison froide (automne/hiver).

- 3 plats protidiques dont la viande et le poisson peuvent être « piécés »
 - 1 plat végétarien, de qualité et selon des recettes conformes aux besoins protéiques
 - 1 plat de viande
 - 1 plat de poisson
 - 1 légume cuit à la vapeur, sans sel et sans matière grasse
 - 1 féculent
 - 1 légume cuisiné, qui peut être similaire au légume vapeur
- Des assiettes froides composées (viandes, poisson, végétarien) seront proposées dès le début de la saison estivale.
- Les accompagnements des plats protidiques
- 4 fromages dont 3 AOC/AOP
- 3 yaourts BIO dont un au lait de brebis ou au lait végétal.
- 1 corbeille de fruits frais avec au moins 2 fruits de saison (veiller à limiter les fruits exotiques).
- 3 desserts dont :
 - 1 pâtisserie « fait maison »
 - 1 entremet
 - Dessert bar (avec au minimum ces éléments : « fruits fais coupés », compote, fromage blanc, topping)

➤ **Les prestations gratuites**

- Le pain, de 1ère fraîcheur, craquant et non décongelé, est proposé en portion individuelle (un choix par jour). Un choix de pains spéciaux (campagne, seigle...) est également proposé en veillant particulièrement aux dates limites de consommation.

Ces pains peuvent être servis dans la limite de 1 pain « boule » ou de 3 tranches ou de 2 morceaux baguette, au-delà le pain est facturé aux convives conformément aux prix prévus dans le BPU du présent accord cadre.

- Mise à disposition quotidienne et à discrétion de bar à sauces (vinaigrette « fait maison », huile d'olive, vinaigre, herbes fraîches type ciboulette persil) et à condiments (sel, poivre, moutarde, ketchup, mayonnaise, sauce piquante) ainsi que sucrière. Les dosettes et sachets individuels sont à proscrire.
- Mise à disposition, de façon ponctuelle et lorsque le menu le justifie, de sauces et de produits d'accommodement appropriés (emmental râpé ou parmesan avec les pâtes, bouillon et sauce harissa avec le couscous...).

➤ **Ventes à emporter :**

Des ventes à emporter sont à disposition des convives au niveau de la cafétéria facturées à 70 % :

- 1 formule chaude + 1 dessert + 1 pain
- 1 formule salade préparée + 1 dessert + laitage + 1 pain
- 1 formule sandwich + 1 dessert + 1 laitage

Au moins 2 choix de sandwiches et de salades doivent être proposés.

S'agissant de la formule chaude, est attendu des propositions de type tarte salée, pizza, pâtés lorrains etc.. Le soumissionnaire proposera au sein du cadre de réponse technique des formules adaptées à la vente à emporter.

Les produits « faits maison » sont privilégiés.

Le prestataire fournit les emballages individuels, les couverts, la serviette et le sac pour le transport. Ces derniers doivent être recyclables.

3.1.1.6 Boissons de table

A minima, les boissons suivantes sont présentées :

- jus de fruit 0,25 l ou 0,33l
- eaux minérales plates ou gazeuses 0,33 et 0,50 l
- sodas 0,33 l ou 0,50l
- Un point d'eau fraîche avec carafes sera mis à la disposition des convives.

Conformément au règlement intérieur du CNRS, les boissons alcoolisées sont exclues que ce soit en consommation ou en vente.

Dans une démarche éco-responsable, les contenants en verre ou tetrapak sont, si possible, à privilégier.

3.1.1.7 Définitions des modalités de fractionnement du repas en restauration sociale

A titre indicatif, la moyenne constatée en 2024 des taux de prise est de 80%.

Le Titulaire après avoir complété et chiffré les composants de la grille de menus sur 5 semaines (1.2. du cadre de réponse technique), détermine un coût denrée journalier moyen par jour, en lien avec les éléments de l'annexe 3 du présent CCTP, ceci permettant de tirer un prix des denrées (part alimentaire) reporté en annexe financière.

Ce prix inclut les prestations « gratuites » mentionnées à l'article 3 du présent CCTP.

Le principe du repas fractionné est mis en place selon les grammages de l'annexe III du présent CCTP et les modalités de pondérations en % ci-dessous :

- Les entrées sont pondérées soit à 7.5 %, ou 15 % du coût denrée du repas.
- Les plats sont pondérés à 55 %.
- Les fromages, les laitages et les desserts sont pondérés soit à 7.5 %, ou 15 % du coût denrée du repas.

Quotidiennement, le prestataire devra présenter au minimum 1 entrée, 1 fromage et 1 dessert à 7,5% pendant toute la durée du service.

3.1.1.8 Prestations de cafétéria

Le CNRS met à disposition un espace réservé aux prestations de cafétéria. Le prestataire, quant à lui devra mettre à disposition les équipements nécessaires à la distribution de ces prestations (machine à café...).
L'espace cafétéria est accessible aux heures d'ouverture du restaurant COSMOS : **de 11h45 à 14h00**.

La distribution des formules à emporter se situe à la cafétéria.

Une vitrine réfrigérée installée à la cafétéria permet au prestataire de proposer de la vente à emporter, selon les formules précisées en 3.1.4.

Le service de la cafétéria est assuré par le titulaire. La prestation comprendra :

- Le service de café et autres boissons chaudes accompagné d'un carré de chocolat ou d'une chatine.
- Le nettoyage de la vaisselle et de l'équipement dont le mobilier.

Le nettoyage des locaux de la cafétéria sera à la charge du titulaire. Les produits utilisés devront être adaptés à la nature du mobilier et de l'équipement.

Une caisse PI Electronique est installée à la cafétéria pour permettre le règlement des prestations sans passer par la caisse principale.

3.1.1.9 Matériel et système d'encaissement

Le paramétrage des caisses et PC de gestion, fournis par l'Etablissement, est établi de manière que l'Etablissement puisse paramétrer les créations des badges et que le Titulaire puisse établir ses facturations et paramétrage de clavier (traçabilité des ventes détaillées).

Deux points de passage en caisse sont prévus au niveau de la restauration sociale et un à la cafétéria.
S'agissant des caisses présentes au restaurant administratif, le prestataire devra ouvrir quotidiennement les deux caisses aux heures d'affluences.

Le matériel d'encaissement et sa maintenance sont fournis et assurés par l'Etablissement.

Le Titulaire doit assurer la gestion des caisses.

Le Titulaire doit se doter d'un matériel permettant l'approvisionnement des badges par **carte bancaire (type TPE) et par E-chargement**.

Des applications numériques permettant notamment de recharger son badge et de consulter les informations relatives au fonctionnement du restaurant et de ses prestations doivent figurer en annexe du mémoire technique.

Avant le démarrage des prestations, le personnel du titulaire doit être formé à l'utilisation du logiciel de caisse Pi électronique. Le titulaire fournit la liste du personnel devant être formé dans la semaine qui suit la notification du marché. Cette formation est à la charge du titulaire.

3.1.2. Renouvellement des badges

Le titulaire devra prévoir le renouvellement de tous les badges sous forme dématérialisée sur téléphone portable. Cet outil devra être compatible avec le système d'encaissement PI, sécurisé et infalsifiable si possible (QR Code éphémère ou autre).

L'inscription des usagers sera soumise à la validation de l'établissement qui se chargera d'informer les usagers du nouveau fonctionnement.

Le matériel dédié à la lecture du QR Code (ou autre) est à la charge du prestataire et deviendra propriété du CNRS à l'issue du marché.

Sans présentation du QR Code (ou autre), le titulaire pourra refuser le passage au self d'un usager sauf si celui-ci présente une pièce d'identité. Dans le cas contraire, le tarif « extérieur » pourra lui être appliqué

3.2 - PRESTATIONS DE RESTAURATION ANNEXE DE RECEPTION PONCTUELLE

3.2.1. Fonctionnement général « ordinaire »

Le Titulaire s'engage, après accord de l'Etablissement, à fournir des repas de réception, de colloques, buffets, cocktails et rafraîchissements en fonction des besoins définis par les services de l'Etablissement.

Pour ces prestations, le Titulaire engage le personnel nécessaire à la fois pour la cuisine et le service. Il se dote des outils de contrôle garantissant l'application des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire. La responsabilité de l'Etablissement ne peut pas être engagée à ce titre.

Si, à l'occasion de ces prestations, il est nécessaire de déplacer des tables, des chaises et claustres, le Titulaire s'engage à les remettre dans l'état initial. Dans ce contexte, tout dégât éventuel est à la charge du Titulaire.

Les repas pris au self du restaurant avec un bon de commande (séminaire, invités) ne sont pas des prestations annexes. La facture correspondante sera adressée directement par le titulaire au bénéficiaire précisé sur le BC au tarif « Invités ». Il comprend une boisson et un café. Le prix du repas au tarif invité est supérieur au tarif « extérieur » indiqué dans la grille tarifaire du CNRS et sera défini entre le titulaire et le CNRS au début du marché et à chaque révision du prix du repas. Il pourra être confirmé par écrit entre les deux parties.

3.2.2. Fonctionnement dans le contexte d'une crise sanitaire

Si en cours d'exécution du présent accord-cadre, une crise sanitaire est déclarée, le Titulaire doit mettre en place les protocoles sanitaires nécessaires à la continuité des prestations de restauration annexe.

Les coûts induits par le personnel et les consommables supplémentaires sont ceux fixés dans l'annexe financière.

L'offre du Titulaire peut être adaptée également en fonction du protocole sanitaire, et conformément aux prix proposés dans le BPU.

3.2.3. Messagerie et Portail en ligne des commandes

Le Titulaire doit proposer un portail en ligne permettant la consultation de l'offre proposée pour les prestations annexes afin d'établir des devis au regard de l'annexe financière. Le portail vise à faciliter la transmission et le suivi des commandes en ligne passées par les services de l'Etablissement. Le Titulaire en assure la maintenance.

Dans ce cadre, le titulaire devra rédiger un guide d'utilisation en collaboration avec le CNRS pour décrire le fonctionnement des prestations annexes et des commandes.

Le Titulaire doit disposer d'une messagerie électronique lui permettant toute transmission d'information utile à la bonne exécution des prestations.

3.2.4. Estimation du chiffre d'affaires

Type de prestations de restauration	CA annuel année 2024
Prestations annexes	71 551€ HT

ARTICLE 4 : Technique de l'élaboration des prestations

4.1.Principes généraux

Les prestations doivent respecter les règles relatives à l'hygiène alimentaire et notamment l'application de la méthode HACCP. Elles doivent respecter les règles essentielles d'équilibre alimentaire, être de bon niveau, de bonne tradition culinaire et impérativement cuisinées sur place avec des denrées de première qualité et fraîcheur en limitant le recours aux surgelés. Le choix et la présentation des prestations seront fréquemment renouvelés.

En cas d'imprécision ou de litige, les normes et spécifications techniques du GEM-RCN, et notamment celles-ci-dessous, font foi.

Editions du GEM-RCN :

- Recommandation nutrition version 2.0 de juillet 2015 ;
- Spécification technique applicable aux œufs et aux ovo-produits de décembre 2015 ;
- Guide de l'achat public de fruits, légumes et pomme de terre à l'état frais de juillet 2012.

Les documents pris en compte sont ceux de la dernière édition parue.

Le Titulaire doit respecter les règles essentielles d'équilibre alimentaire. Dans le cas de spécifications particulières de la part de l'Etablissement, il doit se conformer à celles-ci.

Le Titulaire s'engage, pour l'élaboration des menus qu'il aura proposée dans le cadre de réponse technique, à respecter les calibrages et grammages des portions unitaires qu'il aura défini dans sa réponse. Des grammages minimums sont indiqués dans l'annexe III du présent CCTP. En aucun cas, les calibrages ne doivent être inférieurs à ceux-ci.

Les grammages et calibrages sont évalués à partir de l'élément principal constituant la recette. Sont exclues les garnitures et décorations.

En cas de non-respect des calibrages et grammages, l'Etablissement applique les dispositions prévues à l'article 24 du CCAP.

La présentation des différentes prestations est soignée et maintenue pendant toute la durée du service. Le Titulaire utilise les moyens nécessaires pour maintenir un haut niveau de qualité de présentation, et lutter contre la monotonie engendrée par la fréquentation du même restaurant. Pour ce faire, des formules d'animations ou de prestations diverses sont régulièrement proposées par le Titulaire.

4.2.Principe d'élaboration de la prestation de restauration sociale

4.2.1. Principes de fonctionnement général

Les repas servis sont fabriqués dans l'enceinte du restaurant. Toutes les préparations culinaires doivent impérativement être préparées sur place sauf demande ou autorisation expresse de la Déléguée régionale.

Le plan alimentaire, fourni par le Titulaire dans le cadre de réponse technique (1.2) et validé par le CNRS, engage le Titulaire sur la durée de l'accord cadre.

Les boissons sont réglées directement au Titulaire soit par prélèvement sur le badge du convive soit directement en caisse par espèces. Elles doivent être consommées en accompagnement d'un repas.

Un point d'eau fraîche avec carafes et un meuble dédié aux condiments sont mis à la disposition des convives. Le Titulaire veillera à la propreté et à l'approvisionnement permanent de ces points pendant toute la durée du service.

Les files d'attente ne doivent pas excéder 5 minutes en caisse après le service du plat chaud. Le Titulaire doit déployer ses équipes notamment en caisses pour ne pas dépasser cette limite.

Le menu du jour devra être affiché clairement à l'entrée du restaurant. Cet affichage peut se faire de manière dynamique sur un écran prévu à cet effet.

Le tri sélectif est d'usage. Aussi, à la fin du repas, les convives déposent leur plateau à l'endroit prévu à cet effet. Le Titulaire devra s'organiser de manière à se conformer aux règles de tri établies par l'Etablissement et selon l'article L. 541-21-1 du code de l'environnement.

4.2.2. Principe d'élaboration des menus

Les projets de menus sont établis, pour une période de 6 semaines minimum, par le Titulaire et remis par envoi électronique pour approbation par la commission des menus mise en place par l'établissement au plus tard 15 jours ouvrés avant leur réalisation.

Le Titulaire adresse à l'Etablissement la version définitive des menus pour les semaines validées sous un format électronique ou équivalent permettant la mise en ligne de ceux-ci par le CNRS.

Le projet de menus doit porter sur toute l'offre y compris menus d'animations et plats concepts prévus au présent accord-cadre.

Sur demande de l'Etablissement, le Titulaire doit mettre à la disposition les fiches techniques d'élaboration de l'ensemble des prestations qu'il propose, indiquant précisément la catégorie et l'origine de tous les produits constituant les recettes.

Le Titulaire peut en cours de réalisation procéder à des modifications des menus à condition que celles-ci :

- soient justifiées par les nécessités de l'approvisionnement ;
- respectent les équivalences alimentaires et ne modifient pas la valeur nutritionnelle ;
- ne nuisent pas à la qualité hygiénique et gastronomique du repas et à la variété des plats proposés. ;
- soient recensées dans une fiche de non-conformité pour permettre d'informer l'Etablissement.

Le Titulaire assure l'affichage du menu du jour aux emplacements désignés par l'Etablissement. L'affichage doit indiquer :

- le menu du jour ;
- le rappel des prestations gratuites et des possibilités offertes (grillades, œuf, menu régime, etc.) ;
- la provenance des viandes et poissons

- les allergènes

Le Titulaire doit mettre en place un affichage journalier informant les convives de la qualité des produits (ex : repère graphique nutritionnel, impact carbone, mention « bio », mention « produit local », etc.).

L'affichage doit être conforme à toutes les dispositions réglementaires d'application du règlement 1169/2011 dit « INCO » (Information du Consommateur) en vigueur.

L'affichage doit mentionner « produit fait-maison » pour les produits concernés conformément au décret n°2015-505 du 6 mai 2015 qui apporte des modifications à la réglementation relative à la mention « fait-maison » dans les établissements de restauration.

Un affichage dynamique sur écran est mis à sa disposition par l'Etablissement.

4.2.3. Repas d'animation

Le Titulaire s'engage à assurer au minimum 8 animations par an dont un repas de Noël amélioré, selon les propositions figurant dans le cadre de réponse technique (1.2.), une communication spécifique sera mise en place pour valoriser ces prestations.

Les repas d'animation ne donnent pas lieu à une majoration du prix du repas ni pour le CNRS ni pour les convives.

Le prestataire doit réaliser un repas de fin d'année amélioré (le coût matière de ce repas ne devra pas être répercuté sur le prix payé par l'utilisateur ni de l'Etablissement, il doit être au minimum 2 fois supérieur au coût alimentaire convenu à l'acte d'engagement). Les pièces justificatives pourront être transmises à l'Etablissement. Le prix payé par l'utilisateur est un repas à 100%. Le fractionnement n'est pas autorisé ce jour-là.

Les recettes sont nettement différentes de celles proposées habituellement.

4.3.Principes de la restauration annexe de réception ponctuelle

Les projets de menus sont établis, par le Titulaire et remis pour approbation au plus tard 15 jours ouvrés avant leur réalisation à l'Etablissement pour validation. La non réponse de l'Etablissement sous 5 jours ouvrés vaut approbation.

Le Titulaire s'engage à ne se livrer à aucune vente autres que celles prévues dans le présent cahier des charges dans les locaux de l'Etablissement, sauf autorisation expresse de l'Etablissement.

L'affichage publicitaire de marques ou promotions est interdit dans les locaux mis à disposition du Titulaire. Seule la communication des produits servis (bio, locaux, circuits courts, ...) est autorisée.

ARTICLE 5 : Spécifications qualitatives

5.1. Références générales

Les denrées utilisées dans la confection des repas doivent répondre aux dispositions de la réglementation concernant les denrées alimentaires, elles doivent être composées au maximum de produits frais.

Les OGM ne sont en aucun cas autorisés par l'Etablissement dans les préparations culinaires et les aliments fournis dans le cadre du présent accord cadre.

Pour l'ensemble des produits utilisés, la traçabilité ainsi que l'absence d'OGM dans le cadre des dispositions communautaires en vigueur sont obligatoirement établies et doivent prendre en compte toute évolution ultérieure de cette réglementation.

Règlement (UE) n° 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, modifiant le règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil;

Règlement (CE) n° 1829/2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments génétiquement modifiés pour animaux;

Règlement (CE) n° 1831/2003 concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés, et modifiant la directive 2001/18/CE.

Origine de la viande bovine :

Règlement CE n° 1760/2000 du 17 juillet 2000 : étiquetage obligatoire de l'origine, n° de l'agrément de l'atelier de découpe, etc.

Décret du 17 décembre 2002 relatif à l'étiquetage des viandes bovines dans les Etablissements de restauration : impose l'information des clients, modifié par le décret n° 2016-884 du 29 juin 2016 relatif à la partie réglementaire du code de la consommation ;

Information sur les allergènes :

Directive 2003/89/CE du 10/11/2003, applicable au 25/11/2005 : impose l'étiquetage des allergènes présents sciemment dans les denrées alimentaires préemballées. INCO 2014

Dans le cas de produits de conserve, on privilégiera les produits surgelés aux produits appertisés. Les denrées doivent en outre être conformes :

- aux normes homologuées et enregistrées de l'AFNOR ;
- les normes et les spécifications techniques GEM-RCN de la dernière édition parue, et notamment ceux-ci-dessous en vigueur à la date de signature du présent accord-cadre :
 - Recommandation nutrition version 2.0 de juillet 2015 ;
 - Spécification technique applicable aux œufs et aux ovo-produits de décembre 2015 ;
 - Guide de l'achat public de fruits, légumes et pomme de terre à l'état frais de juillet 2012.

5.2. Spécifications de salubrité

Le Titulaire doit veiller à l'application de toute norme pouvant intervenir dans le domaine de sa spécialité durant l'exécution de sa prestation. Il assure l'approvisionnement des denrées et leur stockage dans les installations du restaurant, à ses risques et périls, sous réserve du bon fonctionnement des chambres froides mises à sa disposition gratuitement par l'Etablissement.

A cet effet, il s'engage à prévenir immédiatement l'Etablissement en cas de dysfonctionnement de ces appareils et à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour préserver la qualité de la prestation et notamment la sécurité alimentaire des usagers.

Si ce dysfonctionnement est dû à l'activité du Titulaire (mauvaise utilisation par celui-ci des installations) la remise en l'état est effectuée à ses frais.

Le Titulaire est tenu de suivre l'évolution de la réglementation et de respecter les dispositions des textes en vigueur et notamment :

- **les dispositions des Règlements européens « Paquet hygiène », tels que :**
 - Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 modifié établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire
 - Règlement (CE) n° 219/2009 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 portant modification du règlement (CE n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires (JOUE du 25 juin 2004) ;
 - Règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale (JOUE du 25 juin 2004) ;
- **les dispositions nationales, quand les règlements le permettent, tels que :**
 - Arrêté du 2 février 2015 portant définition de la notion de distribution locale pour l'application du règlement (CE) n° 37/2005 ;
 - Arrêté du 6 décembre 2018 portant abrogation de l'arrêté du 10 mars 1977 relatif à l'état de santé et l'hygiène du personnel appelé à manipuler les denrées animales ou d'origine animale ;
 - Arrêté du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant ;
 - Décret 95-680 du 9 mai 1995 modifiant le décret 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;
 - Décret 92-158 du 20 février 1992 relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un Etablissement par une entreprise extérieure ;
 - Les dispositions de l'Instruction n° INS122942DAJ relative à la santé et à la sécurité au travail au Centre national de la recherche scientifique.

Le Titulaire prend toutes les dispositions nécessaires au contrôle des aliments, il s'engage à respecter le plan HACCP :

- conservation d'échantillons des plats proposés aux consommateurs conformément aux dispositions prévues par l'article 32 de l'arrêté du 29 septembre 1997 modifié ;
- conservation des étiquettes de DLC pour tous les produits non consommés et n'ayant subi aucune transformation de la part du Titulaire ;

Le Titulaire facilite l'accès des locaux au représentant habilité de l'Etablissement afin qu'il puisse à tout moment contrôler l'état d'entretien ainsi que la propreté de tous les locaux y compris des lieux de stockage ;

Le Titulaire fait effectuer tous les mois à sa charge des prélèvements et analyses microbiologiques des aliments choisis parmi l'ensemble des prestations proposées aux clients. Les résultats des analyses sont transmis systématiquement à l'Etablissement.

En cas d'analyses non conformes, le Titulaire met en place le plus rapidement possible un plan d'actions correctives, les analyses suivantes portent sur l'ensemble des composantes des plats témoins;

L'Etablissement procède également à des analyses et lames de surfaces par le laboratoire de son choix.

En cas d'analyse non conforme, les analyses suivantes portent sur l'ensemble des composantes des plats témoins.

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions permettant le suivi du contrôle des températures des locaux de stockage, des matériels et véhicules de transport dans le cadre des dispositions relatives à l'application de la méthode HACCP (un cahier indiquant les températures des chambres froides et des véhicules des fournisseurs ou du Titulaire sont mis à jour quotidiennement).

5.3. Spécifications de qualité durable

Le Titulaire est tenu de suivre l'évolution de la réglementation et de respecter les dispositions des textes en vigueur.

- Sur la qualité des produits

Conformément à la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous dite loi « EGAlim », les repas doivent comporter au moins 50% de produits de qualité durable dont au moins 20% issus de l'agriculture biologique. Ces taux (en %) sont calculés à partir de la valeur HT en euros (€) de la somme des achats annuels alimentaires – sur l'ensemble des repas, boissons et collations comprises.

Conformément à la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « Climat et Résilience », les repas doivent comporter 100% de produits de qualité et durable sur la famille de denrées « viandes et poissons ».

Un produit de qualité et durable au sein de l'objectif fixé par la loi « EGAlim » et par la loi « Climat et Résilience » doit bénéficier d'un des labels suivants :

- Label rouge,
- Appellation d'origine (AOC/AOP),
- Indication géographique (IGP),
- Spécialité traditionnelle garantie (STG),
- Mention « issu d'une exploitation à Haute Valeur Environnementale »,
- Ecolabel pêche durable,
- Logo « Région ultrapériphérique » (RUP) (Azores, Madères, Canaries, Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin),
- Commerce équitable,
- Mention « fermier » ou « produit de la ferme » ou « produit à la ferme »,
- Produit acquis suivant des modalités prenant en compte les coûts imputés aux externalités environnementales liées au produit pendant son cycle de vie,
- Produits acquis principalement sur la base de leurs performances en matière environnementale et d'approvisionnements directs,
- Produits équivalents aux produits bénéficiant de ces signes, mentions ou labels.

Les produits locaux, de proximité et acquis en circuit-court pourront être pris en compte afin de favoriser le marché régional et minimiser l'impact carbone.

Les produits « bio » au sein de l'objectif fixé par la loi « EGAlim » sont les suivants :

- Produits issus de l'agriculture biologique,
- Produits végétaux étiquetés « en conversion ».

- Sur le gaspillage alimentaire

Conformément à la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et de la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous dite loi « EGALIM », le Titulaire doit s'inscrire dans une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire dès la prise d'effet du marché.

A ce titre, il doit accompagner la Délégation Centre-Est du CNRS dans les quatre phases de la démarche, partager son expérience et son expertise pour proposer des solutions par des actions et des outils concrets :

1. Etablir un diagnostic : connaître le gaspillage alimentaire (en cuisine et en restaurant) ainsi que le potentiel de réduction (pesées, grilles d'analyses, grammages, etc.)
2. Analyser les résultats : identifier les principales causes
3. Elaborer un plan d'actions : identifier les actions et les outils à mettre en œuvre (modification des pratiques et des procédures, gestion des stocks, formation, gachimètre, actions de sensibilisation, magasin solidaire, etc.). Le Titulaire doit notamment présenter des propositions concrètes et pédagogiques de lutte contre le gaspillage alimentaire. Des actions de sensibilisation pourront être menées lors d'événements annuels (semaine du développement durable, semaine du goût, journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire, semaine européenne de réductions des déchets, etc.).
4. Fournir un bilan annuel à la Délégation Centre-Est du CNRS.

Il est donc attendu que le Titulaire propose un plan d'actions et un rétroplanning de réalisation.

- Dispositions générales

Les objectifs de la loi EGAlim et de la loi Climat et Résilience devront être mis en œuvre par le Titulaire sans risquer de compromettre l'objectif essentiel d'assurer avant tout la fourniture de repas de qualité à tarif social.

5.4. Spécifications nutritionnelles et quantitatives

Le Titulaire doit appliquer les principes et les spécifications nutritionnels indiqués au présent CCTP et en l'absence de toute autre précision observer les normes nutritionnelles indiquées à l'article 5, ainsi que toutes nouvelles normes qui rentrent en vigueur durant l'exécution de l'accord-cadre.

Les propositions végétariennes doivent garantir une qualité optimale et être conçues de manière à assurer un apport quotidien en protéines végétales, que ce soit dans le plat principal, en entrée ou en salade, en complément du plat végétarien si celui-ci ne contient pas suffisamment de protéines végétales.

Il est servi à chaque convive la quantité qui lui est nécessaire. Les légumes sont servis à discrétion.

5.5. Spécifications organoleptiques et gastronomiques

5.5.1. La préparation des aliments

Toutes les préparations culinaires doivent impérativement être effectuées sur place.

Elles doivent être simples, soignées, variées et approcher de la qualité d'une bonne cuisine familiale. Tout doit être fait pour éviter la monotonie alimentaire ; les menus à jour fixe sont proscrits. Les mets doivent être agréables à la vue et au goût. Les cuissons doivent être effectuées avec le plus grand soin.

Les viandes rouges grillées ou rôties doivent être cuites en fonction de la demande du convive aux stands « grillade ». Les autres viandes doivent être cuites "à point", c'est à dire ni trop saignantes ni trop cuites, mais en tout état de cause, elles doivent correspondre aux règles de l'hygiène alimentaire.

Les préparations à base de farce ne doivent comprendre aucune adjonction de protéines de soja ou de tout autre substitut interdit.

Les assaisonnements doivent être simples. Les sauces lourdes, les graisses cuites, les condiments trop épicés sont à éviter ainsi que l'excès de sel.

L'instant de la préparation des plats doit être le plus rapproché possible de l'instant de leur distribution, sans rupture des chaînes du froid et du chaud afin d'éviter les risques de développement microbien dans des plages de températures critiques.

5.5.2. La présentation des plats

Les plats peuvent être simples, mais leur présentation ne doit pas être négligée. Les plats doivent être appétissants : en effet, l'adjonction d'une garniture très simple, par exemple une persillade, un lit de cresson ou de salade pour certains hors-d'œuvre ou certaines viandes, de produits naturels colorés (verdure, tomates, jaune d'œuf, ...) donne un effet uniquement décoratif (sans accroître de façon notable la durée de préparation ou le coût).

La garniture n'est pas une composante du plat car elle sert simplement à le mettre en valeur.

ARTICLE 6 : Effectif du personnel mis en place par le Titulaire

6.1. Effectifs sur site

Le Titulaire s'engage à maintenir un effectif constant à niveau de compétence équivalente posté sur le site soit un agent à temps plein pour 40 rationnaires (ce ratio s'apprécie au jour le jour et est lissé sur le mois). Cet effectif est précisé dans le cadre de réponse technique.

Les personnels doivent être remplacés le jour même, à l'identique en cas d'absence prévue.

Pour la réalisation des prestations de réception ponctuelle définies en annexe IV au présent CCTP, le Titulaire doit prévoir du personnel selon le coût horaire prévu au B.P.U.

En cas de non-respect des dispositions concernant le personnel, il est fait application des pénalités prévues au CCAP.

6.2. Clause sociale : Apprentissage

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à atteindre au minimum l'objectif de

10 % de travailleurs en contrat d'apprentissage. Ce pourcentage est calculé sur la base des effectifs mis à disposition sur le site en équivalent temps plein.

Conformément à l'article L. 1111-3 du code du travail, les contrats d'apprentissage ne sont pas comptabilisés dans les effectifs de l'entreprise, et donc sur le site.

A chaque nouveau contrat d'apprentissage, le Titulaire fera part à l'Etablissement des informations suivantes :

- L'identité de l'apprenti.e ;
- La période et la fréquence de la présence l'apprenti.e sur site ;
- Le maître d'apprentissage ;
- Les tâches confiées.

Annuellement, dans le cadre de l'annexe XV au CCTP, le titulaire fournit tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours de l'année conformément à l'annexe présente au DCE.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le CNRS étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

Le titulaire doit atteindre dès la 1^{ère} année du marché une obligation d'emploi de 3% de travailleurs en situation de handicap. Le titulaire devra transmettre dans son offre et chaque année sa déclaration.

ARTICLE 7 : Installations, équipements et matériels

7.1. Installations

Les locaux mis à disposition du Titulaire comprennent des installations et des équipements spécifiques nécessaires à la restauration du personnel de l'Etablissement et aux prestations annexes (branchements, climatisation, ventilation...).

7.2. Gros matériel

7.2.1. Mise à disposition :

L'Etablissement met à la disposition du Titulaire du gros matériel (installations frigorifiques de cuisine, meubles, batteries de cuisine, matériel de cuisson, matériel de salle à manger, ...) en bon état de fonctionnement. Cette mise à disposition est faite à titre précaire pour la durée de l'accord cadre.

La liste du gros matériel est définie en annexe V du présent CCTP.

Les matériels relatifs à l'élaboration de la prestation cafétéria sont également mis à la disposition du Titulaire sur le site par l'Etablissement.

Tout matériel ou équipement nécessaire à l'offre de service proposé par le titulaire dans le cadre de cet accord cadre qui ne serait pas dans l'inventaire établi à l'entrée dans les locaux est à fournir par le titulaire. C'est le cas des matériels visant à la distribution alimentaire et des équipements spécifiques à l'animation du self notamment de maintien au chaud K-POT et thermoplaste ainsi qu'au fonctionnement de la cafeteria (machines à café...).

7.2.2. Inventaire

Dès la notification du présent accord-cadre, un inventaire contradictoire faisant état du matériel est établi préalablement à la prise en charge du matériel (équipements, et matériel de cuisine) par le Titulaire.

Il appartient au Titulaire de s'assurer du bon fonctionnement du gros matériel.

Les matériels doivent rester affectés au restaurant durant toute la période d'exécution de l'accord cadre.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures conservatoires garantissant la sécurité alimentaire en cas de dysfonctionnement des matériels.

Tout dommage causé aux installations et équipements soit par le fournisseur du Titulaire soit par le Titulaire lui-même est à la charge du Titulaire.

Au cours du marché et à la demande du CNRS, il peut être demandé de réaliser des inventaires complémentaires. Pour chacun des inventaires, le titulaire doit mettre à disposition du CNRS une équipe dédiée. Un délai de prévenance de 1 mois devra être respecté par le CNRS. En fin d'accord-cadre, un inventaire contradictoire est réalisé au plus tard la dernière semaine de validité de ce dernier. En cas d'écart entre l'état des lieux d'entrée et l'état des lieux de sortie, le prestataire remplace à ses frais le petit matériel dans un délai de 2 semaines après chaque inventaire dont celui réalisé lors de l'état des lieux de sortie.

7.2.3. Renouvellement et besoins supplémentaires

L'Etablissement assure son renouvellement dû à un usage normal sauf si la nécessité de ce renouvellement est imputable à la faute ou à la négligence du Titulaire.

L'Etablissement assure l'achat de matériel nouveau, en liaison avec le Titulaire. Le matériel nouveau rentre dans le champ d'application du présent article.

7.3. Petit matériel

7.3.1 Mise à disposition

L'ensemble du petit matériel est de la propriété du CNRS. L'Etablissement met à la disposition du Titulaire le petit matériel et les petites fournitures (vaisselle, verrerie, couverts, plateaux, batterie de cuisine...).

L'Etablissement peut utiliser son matériel lors des manifestations qu'il organise.

7.3.2 Renouvellement

Le Titulaire assure à ses frais le remplacement et le renouvellement du petit matériel dans la même gamme. En cas d'impossibilité, le Titulaire propose à l'Etablissement une gamme similaire.

Le renouvellement du petit matériel doit recevoir l'accord préalable de l'Etablissement quant au type de matériel, la liste des nouveaux matériels (dont caractéristiques) et les factures correspondantes seront transmises au CNRS. L'ensemble du petit matériel devient la propriété du CNRS, y compris les matériels s'inscrivant dans le cadre d'un renouvellement ou d'une dotation.

Le Titulaire transmet à l'Etablissement en fin d'année une copie des factures.

7.3.3 Inventaire

Dès la notification de l'accord cadre, un inventaire contradictoire entre les parties est établi préalablement à la prise en charge du petit matériel par le Titulaire. Il devient ainsi pièce contractuelle pour l'application de l'article précédent relatif au renouvellement.

En fin d'accord-cadre, un inventaire contradictoire est réalisé au plus tard la dernière semaine de validité de ce dernier. En cas d'écart entre l'état des lieux d'entrée, les inventaires complémentaires et l'état des lieux de sortie, le titulaire remplace à ses frais le petit matériel dans un délai de 2 semaines après chaque inventaire dont celui réalisé lors de l'état des lieux de sortie.

7.4. Matériel de gestion et de messagerie

Le Titulaire doit se doter d'un matériel permettant la gestion détaillée des achats, des stocks alimentaires sur place et de sa messagerie électronique, ainsi que la mise à jour de toute information utile à la bonne marche du restaurant. Il en assure la maintenance.

L'Etablissement met à disposition l'installation de câblage et le PC permettant la mise à jour des badges des ayants droits.

En revanche, le Titulaire doit prendre un abonnement internet (ADSL ou fibre optique), ce réseau est acheminé dans les bureaux des gérants.

ARTICLE 8 : Répartition des charges de personnels, d'équipements et d'entretien

8.1 - Installations, équipements et matériels

Le Titulaire se charge du nettoyage, du maintien en parfait état de propreté du matériel mis à sa disposition. Ainsi, le Titulaire est responsable du parfait état de propreté des matériels et à ce titre, la responsabilité de l'Etablissement ne saurait être engagée.

La maintenance et l'entretien technique des matériels sont à la charge du titulaire et seront de **niveau 3** : maintenance préventive et curative : pièces, main d'œuvre et déplacement à sa charge.

En cas de dysfonctionnement ou autres sur les matériels, le Titulaire en informe immédiatement l'Etablissement.

8.2 - Répartition des dépenses d'entretien, fluides, nettoyage et réparations

Le Titulaire maintient en parfait état de propreté les locaux mis à sa disposition.

La répartition des dépenses d'entretien des matériels est récapitulée en annexe VI du présent CCTP.